

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 05/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CPCU

Siège : 185 rue de Bercy
75012 Paris

Site : 63, rue Ardoïn
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Références : _

Code AIOT : 0006506454 (STO I & II), 0007402350 (STO III)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement CPCU implanté 63 RUE ARDOIN 93400 Saint-Ouen-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale sur les travaux par point chaud et de la cessation du stockage de charbon.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CPCU
- 63 RUE ARDOIN 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
- Code AIOT : 0006506454 (STO I & II), 0007402350 (STO III)

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU) exploite sur son site de Saint-Ouen, dans le cadre de son activité de production de vapeur surchauffée à 235°C pour l'alimentation de son réseau de chaleur permettant la production d'eau chaude sanitaire et du chauffage pour l'habitat et le tertiaire public ou privé dans Paris et la proche banlieue, plusieurs installations de combustion désignées comme suit :

-STO I. Chaufferie alimentée au gaz comportant 2 chaudières (ch 1 et ch 2) de puissances unitaires 140 MW.

-STO II. Chaufferie alimentée au charbon et à la biomasse comportant 2 chaudières (ch 3 et ch 4) de puissances unitaires 247,4 MW et un parc à charbon couvert de 16 000 t (en cours de cessation) ainsi que 2 silos biomasse de 2 400 m³.

-STO III. Cogénération alimentée au gaz avec une puissance de 408,6 MW en mode turbine, 107 MW en mode post-combustion et 326 MW en mode air ambiant. La puissance maximale est de 515,6 MW en mode post-combustion (PC).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet
2	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Travaux – Points chauds	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
4	Travaux – Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
6	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a programmé les travaux de mise en sécurité du parc à charbon suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon (enlèvement des stocks résiduels et dépoussiérage en zone ATEX).

Concernant les travaux par point chaud l'exploitant dispose de procédures pour la réalisation de plans de prévention et la délivrance de permis feu. Des évolutions de la procédure sont prévues en particulier au niveau du contrôle de la fin des travaux et dans la gestion numérique des formations et des habilitations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
Constats : <p>Suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon comme combustible sur la centrale, l'exploitant a entamé la cessation de l'activité de stockage classées sous la rubrique 4801 à autorisation.</p> <p>Lors de la visite du 10 juillet 2024, il avait été constaté que les stocks avaient été réduits (environ 1600 m³) et les installations consignées.</p> <p>L'exploitant indique que les installations sont toujours consignées (consignation électrique et mécanique) dans l'attente de la mise en sécurité.</p> <p>Les mesures prévues pour la mise en sécurité sont présentées à l'inspection avec la mise en place, à l'extérieur du parc à charbon, de centrales d'aspirations reliées à des robots à l'intérieur du parc pour limiter les risques et l'exposition du personnel.</p> <p>Les opérations devraient durer 6-7 mois. Le charbon (particules, poussières et fines) récupéré sera stocké en big bags et évacué en filière, au fur et à mesure. Les quantités à récupérer sont estimées à 1000 kg.</p> <p>Une fois le parc mis en sécurité, des investigations sur la pollution de cette partie du site seront réalisées.</p> <p>Sur le plan administratif et réglementaire, l'inspection précise que l'activité est considérée comme en cessation définitive lorsque les quantités stockées passeront sous tous les seuils de classement (soit 50 t pour le seuil à déclaration). L'exploitant est tenu de réaliser sa déclaration de cessation</p>

au moins 3 mois avant la cessation, mais peut le faire avant s'il dispose des éléments.

Une fois la mise en sécurité réalisée, une ATTES SECUR doit être transmise à l'inspection. Toutefois comme l'ATTES comprend les éléments relatifs à la nécessité ou pas de mettre en œuvre des mesures de gestion de la pollution et que les investigations ne pourront être réalisées qu'une fois le parc mis en sécurité, il est possible que l'organisme certifié n'accepte de fournir l'ATTES que lorsqu'il aura récupéré les premiers éléments sur la pollution au droit du parc à charbon.

Par ailleurs, l'ATTES MEMOIRE doit être transmise dans les 6 mois qui suivent la cessation. Si aucune mesure de gestion n'est attendue par rapport à la pollution constatée et à l'usage futur validé, cela est justifié dans l'ATTES MEMOIRE qui vaut alors ATTES TRAVAUX.

Concernant l'usage futur, l'inspection rappelle que l'usage futur correspond à un objectif de dépollution et non à un aménagement prévu. L'usage futur doit être choisi parmi les usages définis à l'article D 556-1 A du code de l'environnement.

Dans le cas où l'exploitant souhaiterait un report des travaux de réhabilitation et de la consultation sur l'usage futur, il doit adresser une demande motivée au préfet (art. R 512-39), 3 mois avant la cessation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser sa déclaration de cessation au moins 3 mois avant la cessation effective et le cas échéant sa demande de report de la mise en œuvre des mesures de gestion de la pollution et de la consultation sur l'usage futur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.

Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la presque intégralité du site est considérée comme zone à risque. Un zonage particulier est réalisé pour le risque explosion (zones ATEX) et l'exploitant dispose d'une cartographie des zones ATEX.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Travaux – Points chauds

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il dispose d'une procédure permettant de réaliser un plan de prévention et de délivrer des permis de feu. En cas de travaux se déroulant sur plusieurs jours, le permis de feu doit être renouvelé chaque jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Travaux – Plan de prévention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention</p>

défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : L'exploitant met en place un plan de prévention et des permis de feu pour les travaux par points chauds. Le plan de prévention comprend l'identification des intervenants (identités, habilitations.), une pré-analyse des risques, un descriptif des travaux. La définition des phases d'activité dangereuses, des moyens de prévention spécifiques correspondants, ainsi que l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser sont également vus lors de la visite avec le prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Les intervenants extérieurs sont sensibilisés aux risques des installations (consignes etc...) à leur arrivée sur site et le plan de prévention comprend une formation sécurité. Les prestataires disposent de leurs propres moyens d'intervention (extincteurs, bâches etc...) dont la conformité avec les travaux est contrôlée. Pour tous les travaux avec points chauds, il y a un surveillant désigné par le prestataire en plus de l'opérateur. Au niveau du site, le personnel est formé aux risques incendie avec un recyclage environ tous les 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux
Prescription contrôlée : Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est

effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats :

L'exploitant indique qu'une ronde 2h30 après les travaux est prévue dans la procédure actuelle.

Le formulaire de permis de feu est visé par l'intervenant en fin de travaux et le début et la fin de la ronde de surveillance sont renseignés (un exemple de permis de feu renseigné est présenté à l'Inspection).

Dans la nouvelle procédure qui va être mise en place, il est prévu une ronde 1h 30 après les travaux, une visite d'une heure avec l'entreprise et un enregistrement dans le système informatique.

Type de suites proposées : Sans suite